

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Professional Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0113-14CS31/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client W0113-14-CS31	Date 2015-07-03
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-024-6859	
File No. - N° de dossier TOR-5-38032 (024)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-06	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brewster, Shannon	Buyer Id - Id de l'acheteur tor024
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2028 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0113-14CS31/A

Amd. No. - N° de la modif.

004

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor024

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0113-14-CS31

File No. - N° du dossier

TOR-5-38032

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

VOIR LE DOCUMENT JOINT (3 PAGES)

LETTRÉ D'INTÉRÊT MODIFICATION DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS N° 004

La présente modification n° 004 vise à

- 1) publier des questions et des réponses qui ont été reçues relativement à cette demande de soumissions.

- 1) Voici la question reçue et sa réponse:

QUESTION 1:

« Se reporter au critère O2 : « ...iii. Langue officielle d'**ENSEIGNEMENT** conformément au tableau 1 indiqué à l'annexe A ». Le critère O2 fait référence aux 77 postes dans le paragraphe d'introduction de cette exigence. Les postes ne sont pas tous reliés à l'enseignement; il s'agit dans certains cas de postes de techniciens, d'agents de développement, de concepteurs ou d'administrateurs. Nous vous suggérons de formuler plutôt cette exigence comme suit : «iii. Langue officielle des catégories d'emplois conformément au tableau 1 indiqué à l'annexe A ». »

RÉPONSE 1:

Nous vous remercions d'avoir proposé une nouvelle formulation en vue d'améliorer la compréhension de l'exigence. Nous prendrons en considération cette formulation au moment de mettre au point la Demande de proposition (DP).

QUESTION 2:

« Veuillez vous reporter à la partie 2. Besoin en matière d'approvisionnement, 2.1 Introduction (page 2 de 8) « ... L'École de technologie et du génie aérospatial des Forces canadiennes (ETGAFC) du ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin de services professionnels, fournis selon les besoins et sur demande, consistant à examiner et concevoir des cours, gérer et offrir de la formation au personnel militaire, ainsi qu'à offrir un soutien administratif et technologique ». Ensuite, reportez-vous au critère O3, « Le soumissionnaire doit démontrer son expérience en soumettant quatre exemples de contrats de **SERVICES D'ENSEIGNEMENT** effectués au cours des deux dernières années précédant la date de clôture des soumissions ». Veuillez confirmer que les quatre exemples de contrats de « services d'enseignement » qui sont stipulés au critère O3 ne doivent pas nécessairement être liés strictement à l'enseignement, mais qu'ils peuvent toucher à d'autres aspects du domaine de la formation, p. ex. l'examen et la conception de cours, la gestion et la prestation d'instruction à l'intention du personnel militaire ainsi que le soutien administratif et technologique tels qu'ils sont définis dans la portée des services que l'ETGAFC souhaite obtenir selon le point 2.1 Introduction, de la lettre d'intérêt. Il devrait être permis de fournir des exemples de différents éléments du domaine de la formation afin de répondre à cette exigence compte tenu de la portée du contrat actuel. Si tel est le cas, il faudrait modifier la formulation de l'introduction et de l'article i. pour rendre compte de ce qui doit être compris (c.-à-d. des services de formation). »

RÉPONSE 2:

Nous vous remercions de nous avoir fait part de cette question. Nous prendrons en considération vos commentaires et apporterons les clarifications nécessaires dans la DP.

QUESTION 3:

«Au sujet du critère O4 « ...le soumissionnaire doit fournir une référence et inclure les renseignements suivants... », le soumissionnaire interpréterait cette exigence comme signifiant que l'État se réserve le droit de vérifier l'exactitude des renseignements fournis dans les curriculums vitae en vérifiant les références. Est-ce que l'État a envisagé d'établir une disposition visant à garantir que les candidats présentés et évalués dans le cadre de la soumission seront bel et bien ceux qui seront sur place au début

du contrat? En tant que soumissionnaire, nous avons constaté dans le passé que certaines entreprises présentent des curriculum vitae pour « réserver leur place » au moment de la présentation des soumissions même si elles savent que ces candidats ne sont pas disponibles pour répondre aux exigences de la DP, en ayant l'intention de les remplacer au début du contrat. Il pourrait en résulter a) l'indisponibilité d'un certain nombre de candidats au début du contrat, ce qui causerait des retards injustifiés b) la falsification des résultats de l'évaluation et de ce fait, l'attribution inéquitable du contrat. Pour atténuer ces risques, nous suggérons que l'État fournisse quelques précisions quant à la date prévue du début de la période de travail de l'équipe et qu'il ajoute une disposition selon laquelle un pourcentage de l'équipe présentée dans la proposition doit être disponible au début du contrat. Une telle disposition ayant été incluse dans d'autres DP, elle ne créerait pas un précédent. Le soumissionnaire a vu des formulations comme celles qui suivent :

« Il est estimé que l'attribution d'un contrat se fera en (mois/année). Au moins 80 % des ressources devront alors être celles qui ont été nommées et évaluées dans le cadre de la proposition du soumissionnaire. (Les catégories [clés indiquées] doivent faire partie de ces 80 %), à moins qu'il soit impossible de le faire pour des motifs (cessation d'emploi, congé de maladie, congé annuel) indépendants de la volonté du soumissionnaire. Ainsi, la réaffectation d'une personne à d'autres projets confiés à l'entrepreneur ou à ses associés n'est pas considérée comme un « motif indépendant de sa volonté ». Le Canada pourra exiger de l'entrepreneur de fournir une déclaration solennelle attestant qu'une personne n'est plus disponible pour des motifs indépendants de sa volonté. Les ressources de remplacement (jusqu'à 20 %) doivent posséder des connaissances et des habiletés égales ou supérieures à celles des ressources indiquées dans la proposition du soumissionnaire pour cette catégorie, au même tarif.

Le soumissionnaire comprend qu'il peut y avoir des circonstances indépendantes de la volonté d'une entreprise, mais l'ajout de ce genre de critère permettrait de garantir la véracité de la proposition d'un soumissionnaire ainsi que des titres de compétences et de la disponibilité de l'équipe proposée. »

RÉPONSE 3:

Nous vous remercions de nous avoir fait part de cette suggestion. Nous allons étudier la question afin de déterminer la meilleure façon d'atténuer de tels risques dans le cadre de la DP.

QUESTION 4:

“Veuillez vous reporter aux critères C1, C2 et C3 – Il semblerait que la catégorie d'emploi 12 ait été incluse par erreur dans cette partie. Cette catégorie correspond au technicien AVS et tous les critères cotés dans cette partie sont associés aux catégories d'instructeurs. Il faudrait retirer la catégorie 12 des critères C1, C2 et C3 (les calculs en rendent compte (il est stipulé que le nombre de ressources est de 42, alors qu'il serait de 44 si la catégorie 12 était comprise); d'ailleurs celle-ci est incluse correctement dans le critère C7 : Maintenance des aéronefs). »

RÉPONSE 4:

Nous vous remercions d'avoir porté ce fait à notre attention. Nous examinerons les critères C1, C2 et C3 et les mettrons au point dans la DP.

QUESTION 5:

*“Veuillez vous reporter au critère C9, « Pour donner suite au critère **O2**, les exemples de contrats et les lettres de référence... ». Le critère mentionné devrait être O3 (le critère O2 a trait aux CV). »*

RÉPONSE 5:

Nous vous remercions d'avoir porté ce fait à notre attention.

QUESTION 6:

“Veuillez vous reporter au critère C9. La formulation actuelle pourrait être interprétée de plusieurs façons en ce qui a trait à l'attribution des points pour les critères cotés du contrat:

- 1. Choisir un (le meilleur) contrat qui correspond le mieux à chaque catégorie (total de 16 points);*
- 2. Choisir un contrat (celui qui permet d'obtenir le plus grand nombre de points dans les trois catégories) pour l'ensemble des trois catégories (total de 16 points);*
- 3. Indiquer le nombre de points moyen pour l'ensemble des quatre contrats dans chaque catégorie (total de 16 points);*
- 4. Évaluer chaque contrat dans les trois catégories et additionner les totaux de chaque contrat (total de 64 points).*

Pour ces possibilités, veuillez préciser comment les lettres de référence seront évaluées au besoin. »

RÉPONSE 6:

Nous vous remercions de nous avoir fait part de ce besoin de clarification. Nous clarifierons la répartition des points dans la DP.

QUESTION 7:

“Veuillez vous reporter aux critères C10 et O5 i. Le critère C10 stipule « ...les titres de compétences et qualifications pédagogiques et professionnelles de chacun des membres inclus dans l'organigramme ». L'exigence O5 stipule seulement les titres de compétence et les qualifications du gestionnaire de contrat (GC) – s'agit-il de toutes les ressources de gestion et du GC ou seulement du GC? »

RÉPONSE 7:

Nous vous remercions d'avoir porté ce fait à notre attention. Nous ferons les clarifications nécessaires et mettrons au point la DP.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.